

Renforcement et Reforme de la Justice

Feuille de Coordination des Interventions

Tableau des Interventions des Partenaires au Développement dans le Secteur de la Justice 2006 - 2008								
Bailleur	Interventions/Type d'activité spécifique	Résultats attendus	Echéances	Résultats obtenus	Agence d'exécution	Montant	Bénéficiaires	Observations
Union Européenne	1) Audit organisationnel du Secteur « Justice » Co-financement PNUD, HCDH, Royaume Uni, Belgique, France et Monuc	a) établissement de l'état des lieux du Secteur b) tenue d'un séminaire sur la réforme de la justice en RDC c) identification des actions et interventions prioritaires concernant le développement institutionnel, amélioration de l'accès à la justice, la lutte contre la corruption, la justice de transition et la situation dans l'Est du pays d) élaboration du plan d'actions	5/2004	a) état des lieux établi en mai 2004 et un rapport publié b) le séminaire sur la réforme tenu en novembre 2004 c) les actions et interventions prioritaires identifiées lors du séminaire de novembre 2004 et un rapport publié	Consultants : experts internationaux et nationaux	200.000 Eu	Ministère de la Justice et Garde des Sceaux	Résultat (d), élaboration du plan d'actions, en cour de réalisation dans le cadre du projet d'Appui au Secrétariat du Comité Mixte de la Justice (CMJ)
	2) Projet d'appui à la justice	A définir				33.500.000 Eu prévu dans le cadre du 9 ^{ème} FED	Ministère de la Justice	
	3) Appui à l'amélioration de la gestion des finances publiques	A définir				Prévu dans la même enveloppe de 35.500.000 Eu	Ministère des Finances	
	4) Rétablissement de la justice à l'Est de la RDC (Programme REJUSCO). Co-financement Royaume Uni, Belgique et Pays Bas	Agir à titre de « mentor » dans le secteur de la justice dans les régions de Bukavu, Goma et Bunia	3 ans / avril 2009	- équipe de coordination du projet installé, le recrutement de chefs d'antenne en cours	Coopération Technique Belge (CTB)	7.900.000 Eu	- Ministère de la justice - Juridictions de l'Est et - justiciables	Projet lancé début décembre 2006, en pleine phase d'implantation

HCDH	Interventions/Type d'activité spécifique	Résultats attendus	Echéances	Résultats obtenus	Agence d'exécution	Montant	Bénéficiaire	Observations
	1) renforcement des capacités des ONG et autres associations de la société civile	a) accroître le niveau de participation à la vie de citoyens.						
	2) Appui aux programmes de lutte contre les violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants	a) réduire le taux d'agression et sensibiliser pour l'adoption d'une loi sanctionnant plus efficacement les violences sexuelles.						
	3) Programme d'assistance judiciaire aux groupes vulnérables (femmes, enfants, déplacés de guerre et retournés)	a) améliorer la protection de ces groupes.						
	4) Plaidoyer et campagne de sensibilisation sur la lutte contre l'impunité	a) permettre de traduire en justice les coupables						
	5) Appui aux institutions d'appui à la démocratie	a) faire valoir les principes fondamentaux des droits de l'Homme						
	6) Plaidoyer et actions de sensibilisation sur la nouvelle décennie de l'éducation aux droits de l'homme	a) accroître le niveau de connaissances et de perception des principes des droits de l'Homme						
	7) Renforcement des capacités des organes nationaux de protection des droits de l'homme	a) sensibiliser les organes nationaux.						

MONUC	Interventions/Type d'activité spécifique	Résultats attendus	Echéances	Résultats obtenus	Agence d'exécution	Montant	Bénéficiaire	Observations
	1) Coordonner les activités de la MONUC dans le domaine de la justice et de l'état de droit.	a) Un programme état de droit bien coordonné et défini, afin d'identifier les actions nécessaires par l'Unité Etat de Droit en collaboration avec d'autres Sections concernées (Droits de l'Homme, Protection de l'Enfance, genre etc.) b) les interventions prioritaires dans le domaine judiciaire/correctionnel.						
	2) Participer à l'élaboration d'un programme cadre de la justice en RDC. (Comité Mixte de Suivi du Programme Cadre de la Justice en RDC)	a) Un mécanisme de coordination de la justice efficace. b) Un plan de travail commun cohérent visant à rétablir le système judiciaire congolais						
	3) Aider les magistrats militaires et civils congolais à renforcer et consolider l'état de droit par des séminaires de formation à Kisangani, Matadi, Mbuji-Mayi, Kananga et Mbandaka (aussi appelés « Formation Itinérante/Justice »).	a) Dans le cadre du renforcement des capacités des acteurs de la justice, sensibilisation des magistrats congolais aux principes régissant l'éthique professionnelle, la lutte contre la corruption et le droit humanitaire international.	Déc 2005			13'500 US \$		
	4)) Etat des lieux de divers cours, parquets et prisons à l'intérieur de la RDC.	a) Documenter les bailleurs de fonds pour leur participation au programme de réhabilitation des infrastructures judiciaires et pénitentiaires						

	5) Formation des magistrats et avocats militaires et fourniture de matériel didactique	<p>a) Dans le cadre du renforcement des capacités des acteurs de la justice militaire, formation de magistrats et d'avocats.</p> <p>b) documenter les magistrats de matériel didactiques (jurisprudence, lois etc .)</p>	Mars 2007			200.000 US \$		
	6) Activité de formation des personnels pénitentiaires à tous les niveaux. Assistance sur le terrain des chefs d'établissement dans la gestion quotidienne des détenus.	<p>a) Dans le cadre du renforcement des capacités. En général, concernant la coordination globale et spécifique, MONUC souhaite en discuter. Après le mois d'avril les activités de la MONUC seront déterminées en consultation avec le Gouvernement Congolais et conformément au mandat défini par le Conseil de Sécurité</p>						

GRANDE BRETAGNE	Interventions/Type d'activité spécifique	Résultats attendus	Echéances	Résultats obtenus	Agence d'exécution	Montant	Bénéficiaire	Observations
	1) Renforcement des capacités par RCN (réseau de citoyens – justice et démocratie)	a) Formation des magistrats, procureurs, OPJ, greffiers etc à Kinshasa, Bas - Congo et Katanga b) Sensibilisation de la population de leurs droits c) Réconciliation de la justice coutumière et la justice d'Etat.	Avril 2007		RCN	£550,000 (03-05, (Kinshasa, Bas Congo) £1,000,000 (05-07, Katanga)	Ministère de la Justice RCN	
	2) Projet Réforme de la Justice à l'Est au Congo (REJUSCO) Cofinancement Commission Européenne, Belgique, Pays-Bas	a) Fonctionnalité des lieux de justice ; b) Fonctionnalité de la justice ; c) Monitoring ; d) Sensibilisation.	Mai 2006 - Avril 2009		CTB	£ 2,000,000	- Ministère de la Justice - juridictions de l'Est - justiciables	Projet lancé début décembre 2006, en pleine phase d'implantation
	3) l'appui aux nouvelles juridictions	c) financement de la formation en management	Aug 2007	PriceWaterhouse Coopers est en train de finaliser le programme. La formation va se prendre place en aout/septembre. 120 magistrats/procureurs/présidents de cours/greffiers vont participer. Objectifs : # Fournir au secteur justice les capacités nécessaires pour lui permettre d'introduire les changements requis par la nouvelle Constitution; # Établir au sein du secteur justice la capacité lui permettant de gérer et piloter la mise en œuvre des projets compris dans le programme cadre coordonné par le CMJ.	Consultante : Expert International Secrétariat CMJ	£521,000	- Ministère de la justice - Pouvoir Judiciaire : Magistrats personnel judiciaire	Formation en Management :

	<p>4) Appui à la coordination des activités Gouvernement et bailleurs intervenant dans le secteur de la justice (CMJ)</p>	<p>a) la cellule de gestion du secrétariat mise en place et fonctionnelle b) le programme cadre de réforme judiciaire est revu et finalisé c) les projets sectoriels de reconstruction et réforme judiciaire élaborés en étroite collaboration avec les services compétents du Ministère de la justice, discutés, approuvés et appuyés par les bailleurs de fonds d) les interventions à titre d'appui de partenaires en développement aux différents projets sectoriels sont coordonnées e) la mise en œuvre réussie des projets financés au travers de la plate forme financière et technique</p>	<p>Avr 2007</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Secrétariat installé et opérationnel depuis mars 2006 - Tdr de mise en place de l'assistance technique pour le programme élaboré et diffusés, fin novembre 2006 - les dossiers des candidats enregistrées en janvier 2006 - 2 projets sectoriels approuvés et appuyés : Appui aux nouvelles juridictions et REJUSCO 	<p><u>Secrétariat</u> PNUD</p> <p><u>Appui juridictions</u> USAID/Chemonics</p> <p><u>REJUSCO</u> CTB</p>	<p>£200,000</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de la justice - Partenaires - Services du Ministère de la justice - pouvoir Judiciaire - justiciables 	<p>Programme <u>cadre</u> Attente du nouveau Ministre pour finaliser le processus de recrutement et démarrer le travail</p>
--	---	---	-----------------	--	---	-----------------	---	--

FRANCE	Interventions/Type d'activité spécifique	Résultats attendus	Echéances	Résultats obtenus	Agence d'exécution	Montant	Bénéficiaire	Observations
	1) Renforcement des capacités du système judiciaire	<p>a) 28 magistrats formés en France comme Formateurs (de 2005 à 2006).</p> <p>b) Elaboration de propositions de programmes de formation initiale et formation continue des magistrats dont l'objectif est la formation de 500 magistrats congolais (élaboration de modules de formation en conséquence).</p> <p>c) Formation spécialisée en RDC des magistrats dans les matières liées à la mise en place des futures juridictions (droit administratif et droit constitutionnel)</p> <p>d) Formation des directeurs de prisons en collaboration avec la Direction des services pénitentiaires (18 personnes ont été sélectionnées et ont participé à la formation en France) ; une mission d'évaluation des formateurs de l'ENAP sur la mise en pratique des acquis par les directeurs a eu lieu en RDC (Kisangani et</p>	<p>1^{er} sem. 2007</p> <p>Juillet/août 2007</p>		<p>SDE/ENM/CSM</p> <p>Ministère/Justice Service pénitentiaire ENAP</p>		Ministère de la Justice	

		<p>Kinshasa). Le rapport de mission des experts Français est attendu</p> <p>e) Elaboration d'un code de déontologie du policier, traduit dans les 4 langues nationales. (70.000 exemplaires).</p> <p>f) Amélioration dans l'application des Droits de l'Homme.</p> <p>g) Refonte du Code Pénal avec l'appui à la CPRDC</p> <p>h) Code d'organisation et de compétence judiciaire</p> <p>i) code de procédure Pénale</p>	<p>2^{ème} sem. 2007</p> <p>En cours 2007</p> <p>Finalisation en cours Courant 2007</p>		<p>Sous l'égide de la CPRDC</p>			
	2) Renforcement institutionnel.	<p>a) Appui au Service de la Documentation et Etudes du Ministère de la Justice pour élaborer des cours de formation des magistrats (voir point et mise en place d'une bibliothèque)</p> <p>b) Audit organisationnel du Ministère de la Justice</p> <p>c) Elaboration et mise en place d'un plan organisationnel pour le Ministère de la Justice.</p>	<p>En cours 1^{er} et 2^{ème} semestre 2007</p> <p>2^{ème} sem. 2007 sur certains services ciblés</p>		<p>Projet SIED : SDE et Coopération Française avec appui ENM/CSM</p>		<p>- Ministère de la justice</p> <p>- Conseil Supérieur de la Magistrature</p> <p>- juridictions</p>	
	3) Carte judiciaire	<p>Renseignements sur l'état des juridictions de la RDC</p>	<p>A partir du 2^{ème} sem. 2007</p>		<p>SDE /Experts</p>		<p>- Ministère de la justice</p> <p>- juridictions</p> <p>- partenaires en développement</p>	

USAID / Section Démocratie et Gouvernance	Interventions/Type d'activité spécifique	Résultats attendus	Echéances	Résultats obtenus	Agence d'exécution	Montant	Bénéficiaire	Observations
	1) Renforcement des Institutions judiciaires indépendantes	a) Projet de soutien institutionnel ciblant la CPRDC et les trois nouvelles juridictions remplaçant la Cour Suprême de Justice : Réhabilitation et bon fonctionnement de la CPRDC b) Projet de renforcement de la magistrature	01/2005 à 10/2007		Chemonics TBD	\$ 500.000 (usd) \$ 1,000,000 (usd)	Ministère de la justice, barreaux, magistrature, CPRDC, trois nouvelles Cours : C.Constitutionnelle, Conseil d'Etat, Cour d'Appel	
	2) Renforcement de la société civile pour la réforme du secteur de la justice et la protection des droits humains	a) Continuation du programme de plaidoyer législatif (renforcement des capacités des avocats membres de 5 groupes stratégiques et expertise à l'endroit des parlementaires b) Octroi de subventions à 3 ONGDH pour le plaidoyer sur le projet de loi réprimant les violences sexuelles : stratégie commune de plaidoyer pour la répression des violences sexuelles et la multiplication de sources de pressions influentes, en faveur de l'adoption de cette loi c) Publication d'un document de plaidoyer sur la loi sur les	idem		Global Rights	\$ 500,000 (usd)	Ministère de la Justice et garde des sceaux, législateurs, Ministères pertinents, autorités politiques, représentations diplomatiques, ONGDH et acteurs-clés du secteur de la justice	

		<p>violences sexuelles destiné aux législateurs ainsi que sur les propositions de la loi consacrant l'indépendance de la justice (statut des magistrats et Conseil Supérieur)</p> <p>d) Production d'un document interrogeant les projets de société des partis politiques</p> <p>e) Forum des partis politiques sur leur programme de justice et de protection des droits humains</p>						
	3) Expansion rapide à l'accès à la justice	<p>a) Subvention à 3 ONGDH partenaires pour la constitution de dossiers de répression de crimes des violences sexuelles</p> <p>b) création d'une boutique de droit</p> <p>c) Audiences foraines avec Avocats Sans Frontières : rapprocher la justice des justiciables, faciliter l'accès à la justice dans les régions enclavées, soutenir une assistance judiciaire de qualité, sensibiliser la population sur l'importance du règlement judiciaire des conflits et l'accès à la justice</p>	idem		ASF	\$ 500,000 (usd)	Ministère de la Justice, Avocats sans Frontières, Corps judiciaire, ONGDH	

PNUD	Interventions/Type d'activité spécifique	Résultats attendus	Echéances	Résultats obtenus	Agence d'exécution	Montant	Bénéficiaire	Observations
	1) Renforcement des Capacités de la Commission Permanente de Réforme du Droit Congolais (CPRDC)	a) Commission Permanente de Réforme du Droit renforcé au niveau technique et fonctionnel ; b) Législation en vigueur révisée afin de la rendre compatible avec les dispositions de la nouvelle constitution, les objectifs du développement, les prescriptions des traités internationaux signés par le Gouvernement et les exigences de l'OHADA et de l'OMC.	6/2006 – 12/2007		PNUD / IDLO	500,000 USD	CPRDC, Ministère de la Justice	
	2) Renforcement des Capacités du Conseil Supérieur de la Magistrature (et éventuellement des nouvelles juridictions mises en place après Juin 2006)	a) CSM renforcé au niveau technique et fonctionnel ; b) Structure de la Magistrature revue et réorganisée.	6/2006 – 12/2007		PNUD / IDLO	500,000 USD	CSM, Ministère de la Justice	
	3) Appui au Secrétariat du CMJ	a) Le programme cadre de la reforme est revu et finalisé ; b) Les interventions des partenaires sont coordonnées ; c) En étroite collaboration avec les services compétentes du	2/2006 – 2/2007		PNUD	300,000 USD (Fonds de DFID)	CMJ, Ministère de la Justice, Partenaires au Développement	

		Ministère de la Justice, des projets sectoriels de reconstruction et de réforme judiciaire sont établis et soumis ou bailleurs.						
	4) Appui au règlement des contentieux électoraux	<ul style="list-style-type: none"> a) La population est informée et impliquée à travers la participation de la société civile ; b) La documentation requise (manuels, jurisprudences, textes légaux applicables) est compilée et multipliée ; c) Les magistrats des juridictions concernées sont formés ; d) Les juridictions concernées sont dotées des équipements appropriés ; e) La justice est plus crédible et mieux acceptée par les citoyens ; 	2/2006 - 10/2006		MONUC / PNUD	1,000,000 USD (fonds de DFID, Belgique)	MONUC, CEI, Ministère de la Justice, CSJ	

PAYS BAS	Interventions/Type d'activité spécifique	Résultats attendus	Echéances	Résultats obtenus	Agence d'exécution	Montant	Bénéficiaire	Observations
	1) Appui au programme de Restauration de la Justice à l'Est de la République Démocratique du Congo (REJUSCO). Cofinancement Commission Européenne, Belgique Grande Bretagne	a) Renforcement des capacités des lieux de justice b) Amélioration du fonctionnement de la justice c) Monitoring et sensibilisation	06/2006 10/2009		Coopération Technique Belge	1.100.000 Euro	Ministère de la justice	
	2) Aide juridique aux victimes des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre commis en RDC	a) soutien, encadrement et assistance juridique aux ONGs pour aider les victimes à exercer leur droit devant les juridiction congolaises et devant la CPI à la Haye b) formation des avocats sur l'assistance aux victimes et aux accusés des crimes internationaux c) rémunération des avocats dans des dossiers des victimes ou prévenus des crimes internationaux	10/2005 12/2006		Avocats Sans Frontières Belgique	223.000 Euro	ONGDH, citoyens kinois, autorités judiciaires	
	3) Transfert des boutiques de droit à Kinshasa	a) Renforcement de la connaissance de la population de ses droits b) faciliter le recours à la justice privée	02/2005 05/2006		Avocats Sans Frontières Belgique	60.500 Euro	ONGDH, citoyens kinois, autorités judiciaires	
	4) Boutiques de droit en provinces (Equateur, Maniema, Sud Kivu)	a) mise en place des boutiques de droit à Mbandaka, Kindu et Bukavu	07/2006 04/2007		Avocats Sans Frontières Belgique	145.000 Euro	ONGDH, autorités judiciaires, avocats du	

		<ul style="list-style-type: none"> b) renforcement de la connaissance de la population de ses droits c) faciliter le recours à la justice privée 					Barreau de Bukavu	
	5) Promotion de l'accès à la justice des femmes victimes de violences sexuelles au Sud Kivu	<ul style="list-style-type: none"> a) sensibilisation des femmes sur les mécanismes de lutte contre l'impunité des auteurs des violences sexuelles b) accompagnement des dossiers pertinents auprès de juridictions 	07/2006 07/2007		Initiative Congolaise pour la Justice et la Paix (ICJP)	50.253 USD	ONGDH, victimes, autorités judiciaires	
	6) Renforcement de l'Etat de droit en RDC	<ul style="list-style-type: none"> a) formation des autorités coutumières et administratives du Bas – Congo b) organisation des rencontres thématiques entre la hiérarchie des professionnels du droit à Kinshasa 	06/2006 11/2006		RCN Justice et Démocratie	119.818 Euro	Autorités judiciaires, société civile congolaise	

BELGIQUE	Interventions/Type d'activité spécifique	Résultats attendus	Echéances	Résultats obtenus	Agence d'exécution	Montant	Bénéficiaire	Observations
	1) Appui au programme de Restauration de la Justice à l'Est de la RDC (REJUSCO) Cofinancement Commission Européenne, Belgique, Grande Bretagne	a) Renforcement des capacités des lieux de justice b) Amélioration du fonctionnement de la justice c) Monitoring et sensibilisation	06/2006 10/2009		Coopération Technique Belge	1.300.000 Euro	Ministère de la Justice	
	2) Appui aux « Avocats sans frontières » pour la lutte contre l'impunité	a) rapprocher la justice des justiciables b) Faciliter l'accès à la justice c) Soutenir une assistance judiciaire de qualité d) sensibiliser la population sur l'importance du règlement judiciaire des conflits et l'accès à la justice	2006-2007		ASF	500.000 Euro	Ministère de la Justice « Avocats sans frontières »	
	3) Renforcement de l'Etat de droit en RDC	a) formation acteurs judiciaires à Kinshasa et au Bas Congo b) organisation des rencontres thématiques entre la hiérarchie des professionnels à Kinshasa et au Bas Congo	2006-2007		RCN Justice et Démocratie	500.000 Euro	Autorités judiciaires, société civile congolaise	
	4) Règlement des contentieux électoraux	a) Mécanismes de résolution des contentieux électoraux en RDC analysés ; b) capacité du système judiciaire renforcée pour résoudre les contentieux électoraux c) Population sensibilisées sur le traitement transparent des contentieux	2006-2007		PNUD	250.000 Euro	Ministère de la Justice CEI	

COPIREP Crédit IDA 3815 DRC	Interventions/Type d'activité spécifique	Résultats attendus	Echéances	Résultats obtenus	Agence d'exécution	Montant	Bénéficiaire	Observations
	1) Mise en place de deux centres d'arbitrage	a) Centre d'Arbitrage du Congo (CAC) créé et opérationnel	09/2006		COPIREP	16.200 \$ USD	Centre d'arbitrage du Congo (CAC)	
		b) Centre d'Arbitrage de la FEC (CENACOM) créé et opérationnel	06/2007			119.000 \$ USD	CENACOM (FEC)	
	2) Appui aux tribunaux de commerce	a) Magistrats formés	09/2006		COPIREP	420.000 \$ USD	Ministère de la justice/Tricom Lubumbashi/Kinshasa/Gombe/ Kinshasa Matete	
		b) bâtiment réhabilité, mobiliers et matériels de bureau livrés	07/2008					
	3) Adhésion de la RDC à l'OHADA (formation et vulgarisation, mise en place commission OHADA)	a) RDC membre de l'OHADA	06/2008		COPIREP	200.000 \$ USD	Ministère de la Justice/ Gouvernement Congolais	
	4) Appui à l'Inspection Générale de la Justice (réhabilitation bâtiment, Fourniture équipements, formation)	a) Inspection Générale renforcée et opérationnelle	06/2007		COPIREP	1.570.000 \$	Ministère de la justice et Garde des sceaux/ Inspection Générale	
	5) Appui au Journal Officiel (connexion au réseau GLIN)	a) Textes de lois et arrêts de la CSJ publiés dans le réseau Internet /GLIN	06/2007		COPIREP	203.000 \$ USD	Ministère de la Justice/ journal officiel	
	6) Appui aux cours et Tribunaux (mise en place programme d'archivage des dossiers judiciaires, formation des greffiers; fourniture équipements de bureau et mobiliers)	a) secteur de la Justice renforcé et consolidé	06/2008		COPIREP	1.703.000 \$ USD	Ministère de la Justice/C.A et TGI Gombe, Lubumbashi, Bukavu et Kisangani	

	7) Diffusion de l'information juridique (publication des textes, séminaire)	a) Information juridique diffusée	06/2009		COPIREP	450.000 \$ USD	Ministère de la Justice	
--	---	-----------------------------------	---------	--	---------	----------------	-------------------------	--